



Bienvenu MABILEMONO

A Brazzaville la tension est palpable dans l'entourage du dictateur congolais Denis Sassou N'Guesso après la chute de Ben Ali et l'annonce du gel des avoirs de sa famille en France

Après avoir essuyé de nombreuses critiques pour son silence assourdissant dans la crise tunisienne, la France continuera-t-elle à sous-estimer les aspirations des peuples africains ? Va-t-elle continuer d'aider à faire pérenniser des régimes autoritaires, violents et répressifs des dictateurs africains qui seraient soi-disant des garants de la stabilité dans ses pays en réduisant au silence leur peuple et leurs opposants ? En tout cas une chose est certaine, au Palais de l'Elysée, on a vraisemblablement déjà son avis sur ces questions...

Pour sa part, en bon dictateur endurci et « ami » de la France depuis plus d'un quart de siècle, Denis Sassou N'Guesso est sur le qui-vive. Il est très anxieux car il sait que la France a toujours organisé ses rapports avec les dictatures africaines comme dans le système des vases communicants ; il est donc parfaitement conscient que ce qui arrive aujourd'hui à son ami Ben Ali est susceptible de lui arriver demain. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, nul doute en effet, que le cas de la Tunisie fera nécessairement tache d'huile....

Au Congo (Brazzaville) où la population est confrontée depuis plus de 26 ans à sa dictature féroce et à des problèmes semblables à ceux des Tunisiens, Denis Sassou N'Guesso craint un effet d'entraînement vers son pays. Il suit donc avec une attention toute particulière l'évolution de la situation en Tunisie. Ce qui l'inquiète le plus c'est surtout ce qu'il pourrait advenir au cas où il serait contraint à son tour de quitter son palais sous la pression de la rue. Visiblement plus lucide que le reste de son entourage, il imagine déjà ce scénario catastrophe.

En vérité, depuis la chute inattendue de Ben Ali, Denis Sassou N'Guesso doute, il a peur pour son avenir et celui de sa famille. Il faut dire que ses craintes sont davantage accentuées par la récente décision prise par les autorités françaises de geler les avoirs de la famille Ben Ali en France. Paris a en effet annoncé avoir pris les dispositions pour bloquer les transferts de fonds suspects de l'ex-dictateur tunisien et de son entourage. Selon l'AFP, le texte stipule que "*l'ensemble des professionnels (...) sont invités à appliquer avec une particulière attention les mesures de vigilance complémentaires" et de lui signaler "sans délai" les opérations telles que "retraits substantiels en espèces, achat de métaux précieux, envois de fonds vers l'étranger, etc."*

Selon le porte-parole du gouvernement et Ministre du Budget François Baroin, la France "dispose d'un cadre réglementaire et juridique suffisamment important pour les 48 heures qui viennent afin de permettre à Tracfin (la cellule française de lutte anti-blanchiment) de bloquer administrativement les mouvements de flux (et d'empêcher), en gros, une évasion" des avoirs de Ben Ali. Quant au volet immobilier, a poursuivi François Baroin, il ferait ensuite l'objet d'une "procédure judiciaire" qui complètera cette première phase administrative. C'est "aussi la raison pour laquelle nous disons que nous sommes à la disposition des autorités constitutionnelles tunisiennes pour savoir ce qu'elles souhaitent", a-t-il expliqué.

Empêtré dans l'affaire dite des Biens Mal Acquis, Denis Sassou N'Guesso voit d'un très mauvais œil cette décision du gouvernement français de bloquer les biens de la famille du dictateur déchu Ben Ali en

France. Il réalise subitement qu'ils ont beau être considérés pendant leur gloire comme les « amis » de la France, tous les dictateurs ont toujours été sous surveillance et sans grande marge de manœuvre ; contrairement à ce qu'ils ont toujours cru (naïvement).

Le moins que l'on puisse dire c'est qu'avec la crise tunisienne, Sassou N'Guesso et son entourage réalisent qu'ils sont vulnérables et qu'il suffit d'un rien pour que tout s'arrête pour eux. D'où cette extrême tension qui règne aujourd'hui dans son entourage, qui est désormais sur les dents, surtout après les récentes révélations des nouvelles frasques financières et de nouveaux scandales tels que : la location à l'année d'une somptueuse suite à « La Réserve Paris » à 11000 euros la nuit (près de 7 millions de francs Cfa la nuit), signée Edgar Nguesso ; ou encore la mainmise du clan Nguesso sur le secteur aérien, sans parler de la caporalisation du secteur pétrolier par le clan avec la nomination controversée du fils « Kiki » au sein de la direction de la SNPC ; ce qui confirme bien qu'à l'instar du clan déchu de l'ex-dictateur tunisien, le clan N'Guesso contrôle des pans entiers de l'économie au Congo.

De plus, après « Congo Handling », le neveu Jean Jacques Bouya (le super Premier Ministre qui ne dit pas son nom, délégué général aux Grands travaux et inamovible conseiller au transport de son oncle) s'apprête à prendre le contrôle de la Lufthansa qui assurera bientôt des vols réguliers entre Paris et Pointe-Noire via Frankfort. Serait-ce le scandale de trop ? Aux Congolais d'en décider.

Bienvenu MABILEMONO

S.G. du M.U.D.C.